

ÉLECTIONS DU 7 JANVIER

Résultats complets

INSCRITS : 458,993

Dont le huitième est de... 57,374

M. VAUTRAIN... 121,158 voix

M. Victor HUGO... 93,423 voix

M. VAUTRAIN est élu.

Voici les résultats du scrutin par arrondissement :

Arrondissements	VOIX	VOIX
1 ^{re} — Louvre...	6,771	3,219
2 ^{de} — Bourse...	6,564	3,536
3 ^e — Temple...	7,092	5,917
4 ^e — Hôtel-de-Ville...	8,083	4,582
5 ^e — Panthéon...	5,642	4,377
6 ^e — Luxembourg...	8,485	3,569
7 ^e — Palais-Bourbon...	5,696	2,290
8 ^e — Élysée...	4,707	1,174
9 ^e — Opéra...	9,059	2,995
10 ^e — Enceinte-Saint-Laurent...	8,491	5,889
11 ^e — Popincourt...	6,452	10,190
12 ^e — Reuilly...	3,450	1,056
13 ^e — Gobelins...	2,007	2,887
14 ^e — Observatoire...	3,121	3,565
15 ^e — Vaugirard...	3,154	3,492
16 ^e — Passy...	2,593	1,291
17 ^e — Batignolles-Monceaux...	4,368	3,293
18 ^e — Butte-Montmartre...	4,529	6,754
19 ^e — Buttes-Chaumont...	2,114	2,359
20 ^e — Ménilmontant...	2,652	5,613
Arrondissement de Saint-Denis...	7,886	7,583
Arrondissement de Sceaux...	8,122	3,773
	121,158	93,423

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Angleterre

Londres, 8 janvier.

La cour se rendra demain à Osborne pour y passer une quinzaine de jours.

La princesse de Hesse retournera à Darmstadt aujourd'hui.

Espagne

Madrid, 7 janvier.

La Gazette officielle publie un décret qui déclare terminée la législature de 1871, et convoque les Cortès pour le 22 janvier.

M. Sagasta va un peu mieux.

Suisse

Lausanne, 7 janvier.

Il y a eu aujourd'hui une grande manifestation en mémoire des soldats français décedés à Lausanne pendant leur internement. Environ 6,000 personnes, précédées de la musique et de drapeaux tricolores voilés d'un drap, ont pris part, ainsi qu'une députation du conseil d'Etat, à l'inauguration du monument funéraire dans le cimetière de Montoie.

Quelques orateurs ont pris la parole et rendu hommage aux malheureux soldats et mobiles de l'armée de Bourbaki.

Grèce

Athènes, 7 janvier.

M. Zaimis a déclaré à la Chambre des représentants que le roi avait accepté la démission du cabinet, et que M. Bulgariis avait été chargé de former un nouveau ministère.

États-Unis

New-York, 7 janvier, matin.

Un nommé Stokes a tiré un coup de pistolet sur M. Fisk fils, le directeur du chemin de fer de l'Érie. M. Fisk est blessé mortellement.

M. Fisk fils est mort de sa blessure.

(Agence H. vas.)

PARIS, LUNDI 8 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Les élections qui se sont accomplies hier dans quatorze départements ont par elles-mêmes trop importantes, et empruntent à mille circonstances exceptionnelles une telle gravité, que nous considérons comme un devoir de nous abstenir de les apprécier, jusqu'à ce que leurs résultats nous soient complètement connus. Ceux que nous publions sont singulièrement mêlés : plusieurs radicaux, un ex-préfet à poigne de l'Empire, plusieurs conservateurs ; et il ne serait pas facile de prédire quel parti pourra revendiquer la victoire, ni même qu'un parti le pourra sérieusement faire.

A Paris, M. Vautrain a été élu par 121,158 voix, contre 93,423 données à M. Victor Hugo, c'est-à-dire à une majorité de 27,735 voix.

Les journaux qui ont prêché l'abstention ne manquent pas de mettre en regard de ces chiffres celui des 276,000 abstentions. Nous déplorons l'indifférence, systématique ou non, de ces 276,000 électeurs, mais nous ferons remarquer à ceux qui seraient tentés d'en tirer de trop emphatiques conclusions en faveur de tel ou tel parti, que, déjà aux élections du 2 juillet, sur 458,774 électeurs inscrits, 290,822 seulement avaient pris part au vote. A cette époque pourtant, les journaux qui, cette fois, ont pris la parole de l'abstention, conseillaient le vote pour la liste de l'Union parisienne, à la confection de laquelle ils avaient concouru.

Le journal la *Démocratisation*, de Lyon, annonce que le gouvernement helvétique aurait fait signer à l'ex-général de la Commune, Enlès, que la publication du journal la *Revanche* était désormais interdite sur tout le territoire de la Confédération suisse. Nos lecteurs savent que ce journal avait pour principaux rédacteurs les sieurs Razoua, ex-commandant de l'École militaire sous la Commune, et Malon, ex-membre de la Commune.

La nouvelle donnée par la *Démocratisation* est absolument invraisemblable. La liberté absolue de la presse est depuis longtemps inscrite dans les principes politiques, et passée dans les mœurs de la Suisse. En cet heureux petit pays, d'ailleurs, la presse observe une modération, une retenue à laquelle les organes des partis extrêmes, en France, n'ont jamais pu s'habituer. La mesure attribuée au gouvernement helvétique ne s'expliquerait que dans le cas où le journal la *Revanche*, sortant de sa ligne commune, qui est de préparer la revanche du prolétariat contre la bourgeoisie, se serait oublié jusqu'à pousser à la revanche de la France contre la Prusse. Mais nous connaissons trop les ménagements pratiqués par la Commune envers les autorités allemandes pour croire un instant que les commandants Razoua et consorts aient pu faire, à Genève, une manifestation française désagréable à l'Allemagne et par conséquent dangereuse pour la paix de la Suisse.

LA

LIBERTÉ ILLIMITÉE DE L'ENSEIGNEMENT

ET

LE CLERGÉ

Nous nous sentions assez malheureux et assez accablés par nos récentes défaites, pour croire que le clergé ne vendrait pas, à son tour, nous créer des difficultés nouvelles, en élevant des prétentions exorbitantes et inqualifiables, dans le seul but

pour nous servir des termes employés par Mgr Du Puy s'adressant à un de ses curés — de permettre à l'Eglise de léguer aux générations futures les principes sacro-sacrés qui firent pendant tant de siècles sa sécurité, sa grandeur et sa gloire. Voilà pourtant ce que, au dire de cet honorable prélat, l'instruction primaire obligatoire peut si gravement compromettre en France ! Le plus grand malheur de cette époque de luttet et d'incertitudes incessantes, c'est certainement l'absence de patriotisme qui se dénote chaque jour chez tous les partis politiques — l'Eglise s'est fait un de ceux-ci — et qui les pousse à employer sans cesse toute leur habileté, toute leur perfidie à prolonger le désordre, à l'augmenter au besoin, afin de pouvoir, à un moment donné, pêcher en eau trouble et faire triompher ainsi leurs ambitieux projets. Nul d'entre eux ne pense au lendemain ; nul d'entre eux ne songe à calculer les conséquences de ces manœuvres si dangereuses pour le repos commun.

Un jour ce sont les monarchistes qui s'unissent pour prêcher l'abstention en matière électorale, dans l'espoir de trouver dans un débordement révolutionnaire l'occasion du succès ; le lendemain ce sont de vénérables prélats, les archevêques de Rouen et de Rennes, l'évêque de Vannes, qui, à propos de l'instruction primaire obligatoire, s'intitulent « les gardiens naturels des principes religieux et moraux, défenseurs des droits de la conscience des familles pieuses » protestent contre le principe de l'obligation. Mgr Du Puy, plus hardi, invite à la lutte. Pour lui il faut vaincre ou mourir ! L'instruction nous a suffisamment prouvé autrefois que pour assurer la suprématie en toutes choses et pour se la conserver, l'Eglise, sous prétexte d'accomplir une mission divine est peu scrupuleuse des moyens à adopter pour atteindre son but sacré. Mais depuis Philippe II les peuples ont marché et progressé d'une façon sensible, l'influence du clergé a même diminué depuis lors, par sa propre faute, il faut le dire ; et les révolutions ne lui ont pas été jusqu'à ce jour tellement favorables que ses prélat ne doivent pas être assez circonspects pour ne pas semer par leurs écrits et par leurs protestations des germes de révolte et de luttet qui ne produisent d'ordinaire que des bouleversements. Certes il est fort tentant pour le clergé français de profiter des tendances exceptionnelles cléricales d'une Chambre souveraine, qui peut consacrer et étendre ses anciens privilèges ou qui a la faculté de les lui retirer en tout ou en partie.

Mgr Dupanloup peut même se féliciter encore du scandale qu'il a occasionné par sa démission de membre de l'Académie française, puisque ses collègues l'ont nommé président de la commission de l'instruction publique. Tout cela est, croyons-nous, fort mauvais, et surtout fort dangereux. On ne profite guère des choses qu'on obtient par ruse, par surprise ou par violence. Il arrive le plus souvent qu'on a lieu de se repentir de pareils succès. Les gouvernements eux-mêmes n'échappent pas à cette sorte de loi inexorable. Mgr Dupanloup le sait mieux que nous, par sa propre expérience. Ne recevait-il pas, il y a quelques années à peine, avec les yeux mouillés de larmes, à la porte de la cathédrale d'Orléans, le souverain de la France et son épouse ? Qui lui eût dit alors que si peu de temps après ses hôtes augustes gémissaient en exil ! Nous serions bien mal à notre aise si nous prétendions jouer le rôle d'athée ou seulement d'impie. Si nous tenons un langage sévère à des imprudents qui peuvent compromettre l'avenir de la France et de l'Eglise, c'est que nous sommes fort éloigné de partager les doctrines de l'école ma-

terialiste. Nous nous permettons de blâmer, parce que nous avons la conscience, la foi sincère que l'Eglise joue en ce moment un jeu plus dangereux pour elle que ne le jouent les *cassés-cous* — nous ne trouvons pas d'autre expression pour les qualifier — qui la compromettent par leur incompréhensible conduite.

C'est en marchant avec le progrès, c'est en s'associant aux intérêts généraux et mobiles des nations que l'Eglise conservera sur les âmes l'influence et la direction qu'elle doit avoir. Les excès sont jusqu'à un certain point plus fâcheux en religion qu'en toute autre chose ; et en combattant aujourd'hui le pouvoir spirituel dans certaines de ses prétentions exagérées, nous croyons fermement défendre l'Eglise en ce qu'elle a de saint et de vénérable : son désintéressement dans des intérêts purement terrestres. Animé d'une bonne foi dont nous ne saurions donner trop de preuves, nous avons étudié la question avec soin. Nous avons, pour cela, recherché naturellement les origines de l'instruction publique, et celles de l'admission du clergé dans l'enseignement en France. Le grand philosophe anglais, Adam Smith, a écrit à ce sujet :

« Les universités qui existent en Europe étaient originellement, pour la plupart, des corporations ou communautés établies pour l'éducation des ecclésiastiques. Elles ont été fondées par l'autorité du pape, et si bien mises sous sa protection immédiate que leurs membres, tant leurs professeurs que leurs élèves, jouissaient de ce qu'on appelle le *bénéfice de clergé*, c'est-à-dire qu'ils étaient exempts de la juridiction civile des pays où ils résidaient. Ils étaient situés et qu'on ne pouvait les traduire que devant les tribunaux de l'Eglise. Conformément au but de leur institution, la plupart de ces Universités n'enseignaient que la théologie ou quelque chose de purement préparatoire à la théologie. »

Qu'est-ce donc qui a pu détourner ces Universités de leur but ? Ce fut, on peut le dire, en grande partie l'ambition de Charlemagne. En effet, à la chute de l'empire romain, il existait encore dans les Gaules des Universités célèbres, telles que celles de Lyon, Marseille, Poitiers, Trèves, Bordeaux, etc. Mais ces Universités ne comprenaient pas le mouvement intellectuel qui se faisait autour d'elles, par suite de la propagation du christianisme, et s'étaient à professer les doctrines païennes, se virent bientôt distancer. En vain les municipalités voulurent-elles s'opposer à ces envahissements, en prenant sous leur protection des écoles destinées à lutter contre le christianisme. L'activité intellectuelle de celui-ci ne connaissait pas de bornes ; sa puissance était déjà considérable. Charlemagne comprit qu'il devait compter avec lui. Il lui donna, pour ainsi dire, par des privilèges spéciaux, le monopole de l'instruction publique ; de sorte qu'à la fin du neuvième siècle l'enseignement public en France était tout entier dans les mains du clergé.

Le pouvoir spirituel régna ainsi sans conteste dans les écoles, sous les descendants de Charlemagne jusqu'à seize siècles. C'est depuis cette époque et successivement pendant les siècles, dix-septième et dix-huitième siècles, que les grands réformateurs qui s'appellent Chopin, Pasquier, Servin, de Thou, Domat, Montesquieu, Turgot, Malesherbes engagèrent la lutte qui donna pour premier résultat la proclamation en 1789 de la doctrine : « Que le droit d'enseigner appartient au domaine de la Couronne. » Jean-Jacques Rousseau l'a formulée par ces quelques mots : « La loi doit régler la matière, l'ordre et la forme des études », ce qui n'était d'ailleurs que la consécration du principe d'Aristote :

Ville de Paris. Transactions à peu près nulles sur les actions des institutions de crédit, qui restent stationnaires.

Parmi les institutions de crédit étrangères, nous devons signaler la bonne tenue des actions du Crédit foncier d'Autriche et de la Banque des Pays-Bas.

L'immobilier est tenu à 78 fr. Les Transatlantiques sont délaissés. On dit aujourd'hui que la distribution de 10 fr. de dividende est plus que problématique.

L'hôtel est toujours très ferme à 69 40. Le Turc est à 51 fr. demandé. Le Honduras maintient ses cours les plus élevés.

Trois affaires. — Bourse plus faible qu'an dernier. Le 3 0/0, 56 10 ; l'Emprunt, 91 15, et l'Italien, 69 15.

On dit que les Allemands ont cessé les cours en fermant. Quelle bonne plaisanterie !

L. DU BOURGNEUF.

PRIMES

LIQUIDATION

FIN PROCHAIN

VILLE DE PARIS

BOUCHES-DU-RHÔNE. — 2 députés.

Les résultats connus à minuit, pour la ville de

Marseille et la banlieue sont les suivants :

Inscrits : 71,197. — Votants : 43,000

MM. Challemeil-Lacour. 24,839 voix.

Bouchet. 24,539

Roux-Larcy. 15,109

Simonin. 15,132

Il y a eu de nombreuses abstentions dans les

communes de Grasse, Port-Bouc, La Clotte,

Allauch, Barbentane, Aubagne, Cassis. MM. Chal-

lemeil-Lacour et Bouchet ont eu environ 1,770

voix contre 2,100 données à MM. Roux-Larcy et

Simonin.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

MM. Challemeil-Lacour et Bouchet ont obtenu

une centaine de voix de majorité ; le nombre de

ceux qui ont voté pour eux s'élève à 10,000.

La journée s'est passée dans un calme parfait.

Marseille, 8 janvier.

On dit qu'à Arles les candidats radicaux ont eu

1,300 voix et les candidats conservateurs 200 seu-

lement.

A Aix, la moitié des électeurs s'est abstenue.

puisse en être ainsi; nous ne ferons donc qu'obéir à l'esprit qui semble animer l'Assemblée nationale en généralisant la question.

La commission a procédé logiquement en renonçant à ses propositions; elle a compris qu'il ne suffisait pas d'apporter une modification à l'impôt du revenu et de distinguer entre les diverses espèces de ce revenu.

Elle a reconnu qu'il serait inutile de chercher à heurter les sentiments qui se sont déjà manifestés à l'Assemblée, et a voulu laisser directement le ministre des finances aux prises avec la discussion de ses projets.

Nous croyons que M. Thiers ne se fait aucune illusion sur la portée de ces projets, et déjà le sacrifice de l'impôt sur les valeurs mobilières paraît être résolu; mais, placé qu'il est nécessairement au point de vue des besoins du Trésor, voudrait-il abandonner son ministère sur les autres impôts, et n'invoquera-t-il pas, en leur faveur, l'urgence, la nécessité financière et politique?

Nous le craignons, et nous regretterions vivement un pareil résultat; nous le regretterions d'autant plus qu'on a déjà pourvu à la généralité des besoins, et que les services publics ne seraient pas compromis par une discussion plus approfondie de la question.

Quoi qu'il en soit, examinons les projets de M. Pouyer-Quertier, au point de vue théorique, sans nous courber, si l'on veut, devant une nécessité bien constatée, bien reconnue.

De l'analyse à laquelle nous nous sommes livrés sur nos impôts, il est ressorti qu'il n'y avait au fond d'autre distinction à établir entre eux que celle de l'impôt foncier et de l'impôt mobilier.

Le premier est essentiellement un impôt de revenu, car il est basé sur l'excédent des produits de la terre au-delà des frais d'exploitation.

Le second, malgré ses nombreuses variétés, a plus particulièrement le caractère d'impôt du capital.

Plus on se rapprochera de ce caractère dans son application, plus, selon nous, on sera dans le vrai.

C'est l'esprit dans lequel devrait avoir lieu la réforme de la branche des impôts mobiliers.

Nous espérons le démontrer, quand nous aborderons la question du crédit public que nous sommes forcés d'ajourner pour le moment.

Quoi que l'on fasse, en effet, tous nos impôts indirects, qui sont censés n'être que des impôts sur le revenu, finissent toujours par n'être que des impôts sur le capital; mais que de péripiécies, de luttas et de souffrances pour en arriver là.

En s'adressant d'abord à la consommation, ils commencent par peser sur les revenus et les salaires, et comme, en définitive, le niveau doit toujours s'établir entre les besoins et le prix du travail, les revenus et les salaires s'élèvent nécessairement en proportion de l'importance des impôts de consommation, et les prix de revient se modifient en conséquence.

C'est, en définitive, le manufacturier, le fabricant, qui sont obligés de faire l'avance de ces impôts et d'en prélever le montant sur la portion de son capital, désignée sous la qualification de *fonds de roulement*.

Ces impôts réduisent donc les ressources, les facultés du travail.

De là, les luttas qui ont lieu entre les ouvriers et les patrons et qui se manifestent trop souvent par des grèves qui entraînent malheureusement une déplorable hostilité entre ces deux classes; de là encore, les luttas qui en sont la conséquence entre les producteurs et les consommateurs, luttas limitées par la concurrence, mais qui, par suite des abus de cette concurrence, se traduisent souvent par la ruine des premiers; de là, enfin, les luttas entre les capitalistes et les travailleurs, luttas d'autant plus fâcheuses pour ces derniers, que les exigences de l'impôt viennent accroître les difficultés de leur situation.

Ne serait-il pas préférable de simplifier des rouages aussi compliqués; et, dans cette voie, où l'on peut remonter du con-

sommateur à l'ouvrier, de l'ouvrier au patron, du patron au capitaliste, ne serait-il pas plus logique de s'adresser immédiatement aux capitalistes et de concentrer sur ceux-ci toute l'action du gouvernement en matière d'impôt?

Si nous appliquons ces idées à la critique des impôts proposés sur les matières premières, sur les tissus et autres objets, nous reconnaitrons que ces impôts destinés, en dernière analyse, à être supportés par les consommateurs, et dont l'avance doit être faite par le fabricant, auraient pour effets immédiats de diminuer la matière du travail en élevant le prix, de réduire les salaires en prenant ce terme, au point de vue le plus général, d'affaiblir ainsi les ressources de la consommation et d'apporter le plus grand trouble dans l'œuvre de la production.

Voilà les conséquences économiques de ces impôts; elles sont regrettables dans les circonstances actuelles; mais les conséquences politiques ne le sont pas moins.

On sait l'influence qu'a eue l'impôt des quatre-vingt-cinq centimes sur le régime issu de la révolution de 1848. C'est à cet impôt qu'il faut réellement attribuer la principale part dans la chute de ce gouvernement.

Ce n'était pas moins une mesure nécessaire, indispensable pour éviter la banqueroute, dont on était menacé; et, sous ce rapport, on doit rendre justice à l'esprit de décision dont M. Garnier-Pagès fit preuve à ce moment.

Instruit par cette expérience, le gouvernement actuel voudrait sans doute éviter cet écueil; mais, par l'emploi des moyens auxquels il a recours, ne court-il pas le risque d'avoir à en affronter un autre que celui sous lequel a succombé le gouvernement de 1848, et n'est-il pas plus périlleux de mécontenter les villes que les campagnes?

Ce ne sont jamais, en effet, les campagnes qui font les révolutions; elles les subissent, quand elles ne les aident pas par leur force d'inertie; elles les laissent faire; mais c'est par le mécontentement de la population des villes que les derniers gouvernements sont tombés.

À ce point de vue, il y a un intérêt suprême à ménager les populations des villes, et cependant ne fait-on pas le contraire en établissant des impôts dont elles auraient particulièrement à supporter le poids?

Qu'on le remarque bien, nous ne discutons pas l'utilité des dépenses; nous les acceptons, comme nécessaires, pour simplifier la discussion; nous ne discutons que la nature et la convenance des impôts destinés à les couvrir.

Eh bien! il est impossible de ne pas reconnaître que les impôts proposés sur les matières premières, comme sur les produits fabriqués, auraient des conséquences déplorablement pour le travail et pour les travailleurs; qu'ils sont gros de périls pour l'ordre social actuel, et qu'ils seraient largement exploités par les partis hostiles à l'état de choses actuel.

Dès lors, pourquoi ne pas rechercher d'autres impôts plus en harmonie avec les nécessités politiques autant qu'avec les principes qui découlent de la véritable théorie des impôts? Celui que nous avons suggéré sur les successions, ne répond-il pas à cette double condition?

Cet impôt se recommande à tous les points de vue au choix de l'Assemblée.

Il s'appliquerait à une classe infiniment moins intéressante que celles sur lesquelles les péseraient les impôts proposés, et il ne pèserait sur elle que d'un poids extrêmement léger.

En effet, dans les conditions dans lesquelles nous avons proposé de l'établir, l'héritier direct d'une somme de cent mille francs, par exemple, n'aurait à payer à l'Etat qu'une redevance annuelle de 575 francs pendant quatre ans, au lieu de 1,150 francs en une seule fois comme aujourd'hui; et quant aux héritiers placés depuis le quatrième degré de parenté jusqu'au douzième, ils n'auraient à payer pour la même somme de 100,000 francs, que 4,600 francs par an, pendant quatre années, au lieu de 9,200 francs en une seule année.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Ne sont-ce pas des suppléments de charges très modérés, et ces charges ne sont-elles pas d'autant plus justifiées qu'elles s'adressent à une classe exceptionnelle, à une classe qui a l'heureux privilège d'arriver à la fortune sans subir les dures conditions du travail?

Cet impôt incomberait exclusivement au capital et il libérerait ainsi le travail des lourdes charges qu'on songe à lui faire subir de nouveau alors qu'il se trouve déjà accablé par les anciens.

Il est bien des gens qui trouvent même que l'impôt que nous proposons est trop faible, et qu'il faudrait aller plus loin, en supprimant plusieurs degrés, comme on l'avait déjà fait en l'an XI (1803), lors de la discussion du Code civil.

Ils pensent que les arguments qui avaient été présentés alors par M. Treillard et par M. Simon au Corps législatif, pour limiter, au douzième degré, le droit de succession, s'appliqueraient d'autant mieux à ce cas présent que les cousins, issus de germains, ne sont parents entre eux qu'au sixième degré, et ne sont descendants qu'au troisième degré du bisaïeul, leur souche commune.

Voici comment s'exprimait M. Treillard, le 19 germinal an XI (9 août 1803):

« Nous avons pensé que les parents au-delà du douzième degré ne devaient pas succéder. Les relations de famille sont effacées dans un si grand éloignement; et une longue expérience nous a prouvé que des successions dévolues à de telles distances étaient toujours en proie à une foule de contestations qui concentraient, pour ainsi dire, toute l'hérédité dans la main des gens de la justice. »

Et M. Simon prononçant les paroles suivantes le 29 germinal an XI (19 avril 1803):

« Après le douzième degré, on ne connaît plus de parents pour la succession. En effet, les preuves en deviennent de plus en plus difficiles. C'est l'orgueil, bien plus que l'intérêt, qui conserve les généalogies: le commun des hommes, étranger aux vanités de la naissance, est incapable des soins nécessaires pour remonter à une origine trop ancienne; et c'est pour le commun des hommes que les lois sont faites. »

D'ailleurs, outre la difficulté des preuves au-delà du douzième degré, le Code a dû prendre un terme quelconque, si non on tomberait dans des partages et dans des embarras inextricables. Après le douzième degré, on est si éloigné de la source commune, les sentiments d'affection et de famille sont si usés que, la plupart du temps, on ne se connaît pas; et l'on n'a pas respectivement plus de droits que les autres hommes. »

Par la suppression de plusieurs degrés on éviterait, prétend-on encore, bien des procès. Mais il ne s'agit pas de modifier le Code civil, nous regretterions vivement que l'on donnât cette portée à notre proposition.

Il ne s'agit, en ce moment, que d'augmenter légèrement l'impôt sur les donations et successions, et de faire supporter ainsi par une classe privilégiée une portion des charges sous le poids desquelles se débattaient les classes les plus nombreuses et les plus malheureuses.

Un pareil impôt devrait être voté par acclamation.

L. DU BOURGNEUF.

La Décentralisation de Lyon annonce que le gouvernement helvétique a fait signer à M. Eudes, ancien général de la Commune, que le journal *La Revanche* était rédigé par MM. Rezaou, commandant de l'Ecole Militaire sous la Commune, Lefrançois, Malon et d'autres membres de la Commune.

Le marquis Spinola, colonel des guides, et qui avait épousé depuis peu la fille de la comtesse Mirafiori, épouse morganatique de Victor-Emmanuel, vient de mourir subitement. Le roi, qui se trouvait à Rome, est parti aussitôt pour Turin.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

Le marquis Spinola était aide de camp de Sa Majesté.

REVUE DES JOURNAUX

Le *Soir* discute longuement certains bruits qui circulent depuis quelque temps dans la presse étrangère, et qui ont fait croire que l'empire d'Allemagne, à Paris, aurait reçu mission de présenter au gouvernement français des observations sur le chiffre exagéré de nos dépenses militaires.

Pour rassurer le public contre la menace de ces nouvelles exigences qu'on prête à nos vainqueurs, le *Soir* démontre d'abord que le traité de paix signé à Francfort, le 10 mai dernier, ne contient d'autres stipulations relatives à l'effectif de l'armée française que celles qui avaient pour objet exclusif de garantir la sécurité des troupes allemandes pendant leur séjour dans les forts de la rive droite de la Seine. Il insiste ensuite sur l'insuffisance des précautions que la Prusse pourrait prendre contre notre régénération militaire, précautions dont elle sait, par expérience, qu'elle donne souvent le résultat contraire à celui qu'on attendait le vainqueur. Ne sont-ce point celles qu'il avait prises contre elle-même, le 18 mai 1871, qui lui ont suggéré la pensée de l'organisation militaire à laquelle elle doit ses prodigieux succès? Le *Soir* termine enfin quel parti M. de Bismarck lui-même du Reichstag, de nos prétendus préparatifs de revanche.

En Allemagne aussi les dépenses militaires sont fort lourdes, et quelquefois il n'est pas très facile à un gouvernement qui se proclame si vaillant partisan de la paix de les justifier. Alors les ministres allemands ont un argument tout prêt et qui manque rarement son effet: c'est celui tiré des prétendues dispositions belliqueuses de la France. Il suffit de l'exprimer dans les journaux, et les ministres allemands, qui se croient les représentants de la France, se croient les représentants de la France. Ils ont donc pour eux la force de la renommée, et ils ont pour eux la force de la renommée.

Le *Courrier de France* avertit l'Assemblée en persistant à se tenir éloignée de sa résidence nationale, elle fait, tout ensemble, les affaires des radicaux et celles des ultra-montagnards.

Les radicaux verraient avec autant de déplaisir que les monarchistes le retour de l'Assemblée à Paris. Ceux-ci seraient enclins à réserver pour le souverain de leurs préférences ce don de joyeux avènement. Cux là, pleins de haine à l'égard de l'Assemblée et du gouvernement qui les a vaincus, les verraient avec plaisir, en se maintenant à Versailles, demeurer pour ce fait, impopulaires aux Parisiens. Des deux côtés, le danger est aussi menaçant, et, si le langage diffère, les conclusions sont les mêmes. La disparition de l'Assemblée, ou du moins son affaiblissement de plus en plus sensible, tel est le vœu hautement manifesté par les organes radicaux et par les journaux qui espèrent une restauration bonapartiste.

Le séjour de l'Assemblée à Versailles n'a donc qu'un seul effet: celui d'attirer et de décourager ses seuls vrais ennemis, ceux qui, ayant vu leurs efforts à l'établissement définitif de la forme républicaine, s'insistent pour la soutenir parce qu'ils la regardent comme la seule forme durable, et qu'ils la regardent comme la seule forme durable.

Excellente réflexion dans le *Temps*, à propos de la singulière résistance que le parti ultra-catholique semble décidé à opposer à la reconnaissance du principe de l'obligation en matière d'instruction primaire, et à la suppression du privilège des congrégations enseignantes.

Quel pire service peut-on rendre à la religion, quel plus sûr moyen de la compromettre que de la montrer hostile soit à des principes élémentaires d'équité, soit à une mesure que l'on sentiment public envisage de plus en plus comme indispensable?

Le grand tort de la majorité des catholiques français, c'est de ne tenir compte ni de la modernité, ni de la liberté, ni des conditions élémentaires de la liberté. Les adversaires éclairés du catholicisme sentent le besoin de compter avec lui, comme une grande puissance. Que les partisans éclairés du catholicisme, à leur tour, se résignent donc à compter avec cette autre puissance, que nous venons de signaler.

Une fort intéressante polémique s'est engagée entre le *Constitutionnel* et le *Journal des Débats*, à propos de leur attitude respective en face de la candidature de M. Vautrain.

Nous avons approuvé les *Débats* de leur patriotique détermination, mais nous ne pouvons nous dissimuler que quelques-uns des coups que lui porte le *Constitutionnel* sont appliqués de main de maître.

Le *Journal des Débats* a été plus hardi, et c'est pas la première fois qu'il aura donné l'exemple de ces résolutions soudaines. Après avoir fait de l'opposition à l'empire, après l'avoir honteusement trahi, il se présente aujourd'hui, au moins pendant plusieurs années, il s'agit tout à coup rapproché de lui: il lui avait même offert son concours.

L'empire tombé, le *Journal des Débats* oubliant vite le concours qu'il lui avait prêté et les faveurs qu'il en avait reçus. Mais il ne paraît pas néanmoins se détacher tellement de son passé, qu'il se rallie complètement aux principes qui prévalaient hier encore, ou ne l'eût pas trop prouvé en lui supportant des aspirations dynastiques. Maintenant, il n'est plus question de cela. Le *Journal des Débats* est fort bien quel que soit le parti qu'il prend, et les attaques de M. Vautrain, M. Vautrain est un républicain sincère, convaincu, un républicain des plus avancés. Donc, à moins d'une légèreté que nous ne saurions admettre de la part d'un journal aussi sérieux, le *Journal des Débats*, en votant, en exhortant à voter pour M. Vautrain, fait par là même et aussi explicitement que possible, une profession de foi républicaine.

LA COMMISSION DE RÉVISION DES GRADES

La commission de révision des grades est sur le point de terminer ses travaux relatifs aux officiers supérieurs nommés pendant la guerre, et, comme on devait bien le prévoir, tout en mécontentant beaucoup de monde, elle n'a à peu près satisfait personne.

Il est, en effet, permis de se demander sur quelles règles on doit s'appuyer les députés qui la composent, pour maintenir aussi arbitrairement dans leurs grades, un certain nombre d'officiers, alors que beaucoup d'autres, promus dans les mêmes conditions, doivent reprendre la position qu'ils occupaient avant la campagne.

La loi du 14 avril 1832 sur l'avancement fixe à la moitié du temps légal l'ancienneté exigée en temps de guerre pour qu'on puisse passer au grade supérieur, et cependant nous avons vu, avec étonnement, dans le *Moniteur de l'Armée*, un décret récent qui fait rétrograder des capitaines de 1867. Bien mieux, la loi commission, se basant, à ce qu'il paraît, sur les états de services du duc de Chartres, tant en France qu'à l'étranger, vient de le confirmer dans son grade de chef d'escadron au 3^e chasseurs d'Afrique.

Ne nous en faisons pas les services des princes d'Orléans, et particulièrement du duc de Chartres, dans les armées sardes ou américaines, et nous admettons qu'il a fait preuve d'autant de capacité et de bravoure qu'on peut le souhaiter, mais la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838, ne permettent pas de considérer son grade de capitaine d'état-major auxiliaire comme un titre réel à son admission dans les cadres des officiers supérieurs.

La question politique invoquée pour la circonstance ne nous regarde pas, et nous évitons de la mentionner. Nous ne voyons que le règlement qui a été voté.

Quant à la commission, elle n'est composée, nous en sommes convaincus, que de députés fort honorables, des plus consciencieux et animés d'un grand esprit de conciliation, mais qui ne paraissent que très difficilement apprécier à quel point le sentiment militaire est faussé par leurs ratifications ou leurs exécutions. Il est toujours nuisible pour le pays, et surtout pour l'armée, de détruire le prestige de la loi respectée jusqu'à présent. Toutes ces décisions, admises par le gouvernement comme définitives, produisent le plus déplorable effet et désorganisent profondément la discipline, le commandement et l'autorité.

Nous ne pouvons d'ailleurs que répéter une fois de plus qu'il n'y a rien de plus facile qu'à une commission de députés, il eût été préférable de constituer, dans chaque corps, des commissions chargées d'examiner avec soin les titres de chaque officier et de le mériter des nouveaux promoteurs pendant la guerre.

Toutes les nominations faites dans l'armée depuis le 1^{er} septembre par le gouvernement de la défense à Paris et par la délégation de Tours en province ont été attaquées, souvent même avec beaucoup d'aigreur et une extrême violence, par les officiers rentrés de captivité et par des personnes de bonne foi qui s'occupent des questions militaires. Nous déplorons, il est vrai, la situation que les événements ont créés à l'armée du Rhin et aux prisonniers d'Allemagne, mais nous ne pouvons, dans l'espèce, admettre leurs réclamations.

On a tort de contester la légalité rigoureuse de toutes les promotions nouvelles. Quelles que soient les irrégularités apparentes com-

mises, il existe un paragraphe dans le texte qui leur donne raison malgré tout. En dehors des conditions de temps ou d'action d'éclat bien justifiées, le cas de nécessités absolues, par suite de formations nouvelles en présence de l'ennemi, est prévu par la loi. Il fallait donc s'y soumettre ou risquer tout ce qui avait été fait, quitte à éliminer successivement des cadres, par les moyens que le règlement autorise, tous les sujets reconnus indignes de faire partie du corps d'officiers.

On a préféré agir timidement, avec caprice, en adoptant une de ces demi-mesures qui ne remédient à rien, et l'on peut juger par les clameurs unanimes du public combien on est loin du but qu'on se proposait d'atteindre.

En dehors des moyens que nous avons indiqués plus haut, il en existait encore un autre, présenté par quelques écrivains compétents, et qui peut-être aurait pu couper le mal dans sa racine. L'idée de considérer tous les grades donnés pendant la campagne comme nuls et non avenue pour tout le monde, proposée par un officier dans son ouvrage sur l'armée française en 1871, et considérée, dans le début, comme impraticable et tout à fait impolitique, est actuellement votée par beaucoup de généraux. Chaque officier aurait repris la position qu'il occupait avant la guerre. Des états de propositions, établis par corps et par armes, auraient été dressés d'urgence pour combler toutes les vacances; mais cette mesure radicale étant sans précédent dans l'histoire, l'Assemblée nationale n'a pas osé en provoquer l'application. Comment aurait-elle procédé, la loi n'ayant pas prévu le cas où l'armée tout entière tomberait au pouvoir de l'ennemi.

Il est trop tard aujourd'hui, et il y a, selon nous, injustice et illégalité flagrante à priver de leurs positions ou de prononcer la rétrogradation contre des officiers qui ont, pour la plupart, fait loyalement leur devoir pendant la campagne. Plusieurs se sont même acquis de nouveaux titres à la reconnaissance du pays pendant le second siège de Paris. La sévérité dont on use à leur égard est de l'injustice.

Nous ajoutons, en terminant, qu'indépendamment du danger qu'il y a pour le pays de reconstruire si imprudemment une armée reformant en elle-même les éléments de sa propre désorganisation, il faut encore se demander si l'on donne au moins satisfaction aux officiers revenant de captivité, et dont les titres et les services méritent d'être pris en considération. Espère-t-on les indemniser à l'aide de quelques rétrogradations prononcées par la commission? Evidemment, non. Il était alors bien inutile de violer les règles sur l'avancement et l'état des officiers pour n'atteindre qu'un résultat négatif. L'archaïsme — qui ne s'excuse jamais — ne se comprend que pour nécessités politiques. Dans tous les cas, le saint respect de la loi est le premier des devoirs d'un gouvernement, quel qu'il soit. — MOUSSEAU.

Monsieur le Directeur des Postes.

La *Liberté* ne reçoit plus ses journaux de province et de l'étranger.

Chaque matin, un avis émanant de la direction des Postes nous invite à envoyer prendre notre courrier, trop volumineux, dit l'imprimé, pour être porté à domicile.

Nous ignorons si quelque règlement datant de l'an VII autorise l'administration des Postes à agir avec un pareil sans façon; mais en admettant que ce règlement existe, ce dont nous doutons fort, il ne ferait que consacrer un principe inique, à savoir: que plus un particulier reçoit de journaux, que plus il contribue à augmenter les recettes du Trésor, moins bien il doit être servi.

NOS INFORMATIONS

PARIS PENDANT LES ÉLECTIONS

Ainsi que nous l'annoncions dans notre numéro d'hier, Paris a été aussi calme que possible pendant les élections. Il n'y a pas eu un instant de cohue, et si on a conduit quelques brailleurs au poste, ce n'est qu'en très-petit nombre et dans certains quartiers seulement. Quelques épisodes pris au hasard peulnt ceux que nous avons notés dans notre tournoi.

Rue d'Alsace, à La Villette, un marchand des quatre-saisons était monté debout dans sa voiture, et haranguait le peuple. Hugo souleva protestation, et parlait en sa faveur aux citoyens voisins. Un gardien de la paix l'a interrompu au milieu de sa péroraison, qui passait dans cette monarchie annonce bien sa destruction.

C'est aux interprètes féminins du drame de M. Louis Bouilhet que reviennent, en toute justice, les meilleurs éloges. M^{lle} Sarah Bernhardt a superbement rendu les nuances diverses du rôle d'Aïssé: la passion, la dignité, l'émotion, la tendresse, la douleur. Sa voix, d'un timbre clair et vibrant, arrive aux extrémités de la vaste salle de l'Odéon. Mais cette voix excellente paraît détonner quand elle veut forcer le son, comme elle a, bien à tort, essayé de faire un ou deux fois. L'expression suffit, soutenue par un bon organe; l'explosion est souvent fautive ou criarde. M^{lle} Marie Colombe a également une voix délicieuse. Dans son rôle abominable de la Tencin elle saute tout par sa beauté, sa grâce et le charme de sa diction. Le talent et l'autorité de M^{lle} Ramelli ont grand mérite aussi à faire accepter le rôle plus désagréable encore et non moins odieux de M^{lle} de Ferriol.

Pierre Berton est animé d'une chaleur et d'une conviction qui donnent vraiment la vie à son personnage. Mais, tel qu'il est, bon ou mauvais, il le livre

pour lui rappeler qu'il était interdit : 1° de provoquer des rassemblements ; 2° de stationner dans les rues avec une voiture de l'armée, et 3° de conduire au violon avec sa marchandise.

A Bagnolles, un monsieur plein de bonnes intentions se donnait un mouvement frénétique devant la mairie. — « Messieurs, s'écriait-il, votez pour Vautrain si vous ne voulez pas la Commune ! J'ai vu raconter ce qu'elle a fait la Commune, car j'étais là à la guerre des rues. Le 24 mai 1871, les troupes de Versailles... » Il fallut mettre au poste cet historien enragé, qui était pendant qu'on l'emmenait : — « R'gardez-moi, citoyens ! voilà encore une victime ! »

C'est dans le 8^e arrondissement que Victor Hugo a obtenu le moins de voix. Ce que les pauvres diables chargés de distribuer ses bulletins ont dû essayer de choses désagréables est incalculable. — « Et je suis sûr qu'il n'y aura pas de pourboire ! » nous disait l'un d'eux, qui semblait au courant des habitudes de Victor Hugo.

Nous avons parcouru hier soir un grand nombre de sections ; à la porte des endroits de vote, des groupes d'une dizaine de curieux à peine stationnaient mélancoliquement. Les seules personnes que les résultats semblaient intéresser étaient les reporters chargés de recueillir les chiffres officiels des votes. A dix heures, le travail du pointage était terminé partout, et des municipaux à cheval partaient pour le Petit-Luxembourg avec les résultats.

LE PETIT LUXEMBOURG

Le travail du dépouillement des votes a été terminé hier soir à minuit au Petit-Luxembourg. Très peu de personnes sont allées chercher les résultats. Nous avons cependant remarqué dans la cour plusieurs conseillers municipaux, parmi lesquels MM. Alfred Tranchant, Delahaye et Ranc, qui se promenaient en fumant, chacun de leur côté. L'administration municipale, toujours paternelle pour ses employés, avait fait préparer dans une pièce voisine un souper pour les scrutateurs. C'est du reste un usage antique et respecté. M. Husson, secrétaire général de la préfecture de la Seine, surveillait le travail du dépouillement, et donnait avec beaucoup de complaisance tous les renseignements qu'on lui demandait. Nous avons vu à la vérité de constater qu'il n'en est pas de même des garçons de bureau, qui envoient promener assez malhonnêtement ceux qu'ils appellent les « curieux ». Rien de particulier à signaler du reste, que l'accident dont a été victime un municipal : à quelques pas de la grande porte, dans la rue, il a été jeté à terre par un brusque écart de son cheval. Il a été relevé du reste sans blessures, et en a été quitte pour un verre de bordeaux qu'on lui a fait boire au Petit-Luxembourg.

RÉCLAME ÉLECTORALE

Hier, dans l'après-midi, une véritable troupe de gamins, âgés de dix à quinze ans, descendant la rue Notre-Dame-de-Lorette, criant à tous les passants le nom de Victor Hugo, distribuant des cartes d'élection ou était inscrit son nom, et portant à leur casquette, écrit en caractères d'au moins deux décimètres, un Victor Hugo gothique, qui se pouvait distinguer à plus de cent mètres.

Parvenue à la hauteur de la rue Lafayette, la bande se sépara en deux : une partie se dirigea sur la gare du Nord, et l'autre du côté des Champs-Élysées. Nous avons suivi cette dernière, qui, voyant le peu de succès qu'elle obtenait, finit par se dissoudre complètement ; et, quelques instants après, on pouvait voir, de la rue Taillou au nouvel Opéra, tous les marchands de vins remplis par ces réclames vivantes de l'auteur de *Ruy-Blas*.

Devant Notre-Dame-de-Lorette, un de ces personnages ayant été accosté par un monsieur décoré, qui lui arracha son écrivain de sa casquette, une bataille s'ensuivit, et il fallut emmener les deux adversaires devant le commissaire de police pour leur faire lâcher prise.

L'INDISPOSITION DE M. THIERS

Depuis quelques jours, M. Thiers souffrait assez sérieusement d'un staphyloème à l'œil droit qui nécessitait un repos absolu et la cessation immédiate de tout travail. Malgré la non observation de cette dernière chose, et grâce aux soins assidus du docteur Besliet, l'œil de M. Thiers est à peu près guéri ; mais, particulièrement, la mala... à complètement disparu, et dans quelques jours il n'y paraîtra plus.

LES BAINS

Les propriétaires des principaux établissements de Paris ont décidé, dans une réunion tenue avant-hier, que le prix des bains dits ordinaires serait désormais élevé de 15 centimes, à cause de la cherté croissante du charbon. Le nouveau tarif est appliqué depuis hier, ainsi que nos lecteurs pourront s'en convaincre la première fois qu'ils iront aux bains.

NÉCROLOGIE

Avant-hier est mort à Passy le dernier descendant d'une femme dont le nom est resté célèbre, M^{me} Deshoulières, celle qui a dit :
Sur les bords fleuris
Qu'arrose la Seine,
Cherchez qui vous mène,
Mes chères brebis.

L'abbé Deshoulières, son petit-fils, cultivait aussi la poésie comme son aïeule, et il a publié deux ou trois volumes de vers, dont l'un, intitulé *Le Ciel*, a obtenu un certain succès.

On annonce également la mort de M. Cosne, sous-préfet de Compiègne, emporté subitement par une attaque d'apoplexie dans la nuit de samedi à dimanche. M. Cosne était un homme encore jeune, et qui était appelé à un grand avenir dans l'administration.

VENTE DE L'HÔTEL BAROCHÉ

Avant-hier, a été vendu l'hôtel de feu M. Baroché, situé, 15, avenue de la Reine-Hortense. Mis à prix à 200,000 francs, il a été adjugé à 270,000 francs. C'est M^{me} veuve Baroché qui le faisait vendre. Cet hôtel est un des plus jolis et un des plus confortables de l'avenue de la Reine-Hortense. Il y a dix ans environ qu'il est construit.

LE MARIAGE DU PRINCE CZARTORYSKI

La date du mariage du prince Czartoryski avec la princesse Marguerite de Nemours est encore reculée. Le mariage, qui devait avoir lieu avant-dernier 10 janvier, est remis au 12. Ce délai est nécessaire par une absence du prince Czartoryski, qui ne sera de retour que demain.

LES CLOS D'ÉQUARRISSEMENT

L'autorité municipale va prendre de nouvelles mesures concernant les clos ou ébéniers d'équarrissage, afin d'éviter à tout ja-

mais les inconvénients de ces établissements rangés, comme on sait, dans la première classe des établissements insalubres, et dont le voisinage, malgré toutes les précautions prises, est néanmoins dangereux pour les habitants.

Il est d'abord sérieusement question d'en créer deux nouveaux : l'un du côté de la plaine Saint-Denis, l'autre près des buttes Chaumont, afin d'éviter la trop grande agglomération de chevaux morts ; ensuite d'user du nouveau procédé de désinfection mis en pratique depuis quelques mois dans les salles de dissection de l'école d'Alfort.

On sait que c'est dans ces établissements que l'on abat les chevaux hors de service et les animaux qui ne sont pas destinés à la nourriture de l'homme. Ces animaux sont écorchés, et les débris qui ne peuvent être utilisés sont mis à la disposition des différents industries.

L'EX-SÉCRÉTAIRE DU GÉNÉRAL RUDES

On a pu voir avant-hier, au ministère de la guerre, un ancien fonctionnaire de la Commune, bien connu pour tel, se présenter au bureau des paiements et encaisser une somme de 800 francs environ.

Voici l'explication du mystère : le personnage en question n'est autre que l'ex-secrétaire de l'ex-général Rudes, qui, arrêté au mois de juillet dernier, vient d'être rendu à la liberté en vertu d'une ordonnance de non-lieu. C'est un ancien militaire, qui touche une pension comme capitaine en retraite, et c'est en cette qualité qu'il s'est présenté avant-hier au ministère de la guerre, où il a touché l'arrêté de sa pension.

SUICIDES

Un jeune homme de 22 ans, commis de magasin, s'est brûlé la cervelle hier matin dans son domicile, rue du Faubourg-Montmartre. Il tenait encore à la main le revolver avec lequel il s'est tué quand le commissaire, prévenu par le concierge, a été appelé auprès du cadavre. Ce malheureux enfant, qui rêvait un avenir de millionaire, s'est donc la mort parce qu'il ne gagnait que 1,200 fr.

Amélie G..., prévoyant que son intrigue avec un ex-militaire aurait un très prochain dénouement sur les fondements baptismaux, résolu à en finir avec une existence qu'elle ne pouvait partager avec le fiancé de son choix, dont elle déplorait l'infidélité. Ne pas trop se déguiser en mourant était sa dernière préoccupation ; le charbon éteint, restait le poison narcotique ; mais la difficulté de se procurer du laudanum lui suggéra l'idée d'une infusion de tabac à priser. L'infortunée, après avoir avalé plusieurs tasses de ce liquide noyé et nauséabond, ne réussit qu'à se donner d'intolérables coliques que le docteur Brathery eut toutes les peines du monde à calmer.

Revenue à la vie et à de meilleurs sentiments, Amélie G... a fait des aveux complets à sa famille, qui s'est immédiatement mise à la recherche du fugitif mobile.

FIN DE BAÏU

On lit, 58, avenue de Clichy, devant la boutique d'un boucher qui est resté douze ans dans la maison et qui s'appelle Provost :
« Fermo par cause de fin de bail.
« Graciously le propriétaire envers son locataire :
« 800 francs d'augmentation !
« En qualité d'ancien apothicaire, il m'extrait de la tude. »

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Hier, à neuf heures du matin, sur la ligne du chemin de fer du Nord, à 500 mètres environ des fortifications, le nommé Michel Rossignol, âgé de 65 ans, employé d'équipe à la gare des marchandises, demeurant impasse Troger, n° 6 bis, en voulant sauter d'un train de balast, est tombé sur sa tête et a été littéralement broyé par les longons qui lui ont passé sur le corps. Il a été immédiatement transporté à l'hôpital Lariboisière et a été admis salle Saint-Ferdinand, lit n° 9, sur l'ordre de M. Masse, commissaire de police de la gare du Nord.

UN ACCIDENT AU CIRQUE D'HIVER

Un accident qui aurait pu avoir des suites fort graves a eu lieu hier soir au Cirque d'hiver, où travaillaient les deux frères Lidiens, sur une corde tendue à une grande hauteur du sol. L'un des deux frères a perdu tout à coup l'équilibre ; mais, conservant toute sa présence d'esprit, il a dressé verticalement son balancier, d'où a beaucoup amorti sa chute. Transporté dans sa loge par quelques éboueurs, il a pu revenir, quelques instants après, rassurer les spectateurs.

Son frère a voulu continuer ses exercices ; mais, soit que les cris de la foule : « Assez ! assez ! » l'eussent intimidé ; soit que l'accident arrivé à son frère l'ait impressionné, on pouvait s'attendre à un autre malheur. L'indien manqua d'assurance. Arrivé à une des extrémités de la corde, il se préparait à revenir sur ses pas ; mais le régisseur M. Loyal s'est formellement opposé à ce qu'il continuât ses exercices. L'indien persistait ; mais il a été littéralement pris d'assaut par les éboueurs, qui ont grimpé aux échelles et l'ont fait descendre avec autant plus de peine, qu'il portait sur sa tête huit cylindres superposés.

UN PRUSSIE

Un singulier incident a eu lieu samedi à la Cour d'assises de la Seine. Un nommé Schultz, de nationalité prussienne, y était traduit pour faux en écritures de commerce. Il a demandé l'assignation de plusieurs témoins résidant à Londres, qu'il regardait comme indispensables à sa défense. Schultz a insulté la Cour et les jurés ; il a dit que si on les condamnait il savait bien qui prendrait soin de sa vengeance.

La Cour, dans le but de lui faciliter sa défense, a remis l'affaire à une autre session, et quand la cause reviendra, il sera statué sur le délit d'outrage adressé à la Cour. Dans l'intervalles Schultz pourra faire citer ses témoins.

LE NUMÉRAIRE DU GLOBE

Il y a sur la terre environ 53 milliards d'argent monnayé connu. La France, avant la dernière guerre, était le pays qui possédait le plus de numéraire, et les statistiques sont d'accord pour lui attribuer à cette époque une valeur représentant environ 6 milliards. Ces 6 milliards, divisés par 27 millions d'habitants, donnent un capital de 137 francs par chaque individu si on faisait le partage, conformément au vœu de certains utopistes. Aujourd'hui que près de 3 milliards ont été enlevés à la circulation, il faut de toute nécessité suppléer à l'insuffisance du métal par le papier, qui a la même valeur que l'argent lorsqu'il est représenté par un gage réel, et l'on s'effraiera bien moins des émissions récentes de coupures lorsqu'on saura que la commune de Londres, émet chaque semaine

250 millions de chèques, soit 12 milliards de papier par an.

LE BUREAU D'OMNIBUS DE LA PLACE DAUPHINE

De tous les bureaux de correspondance de la Compagnie des omnibuses, celui de la place Dauphine est un des plus anciens ; car tous les autres, même ceux des boulevards, ont subi quelque changement de local. Eh bien ! ce vieux bureau d'omnibus va disparaître ; il a fait son temps, et la Compagnie le supprime bel et bien comme étant placé dans un endroit trop incommode. Donc, à partir de demain lundi, il sera fermé, et les omnibuses de Pizalle, du chemin du fer du Nord et du pont de l'Alma ne contourneront plus vingt fois par jour la statue du général Desaix.

Cette pauvre statue, en aura-t-elle vu passer des omnibus !

LES AVOCATS STAGIAIRES

Le chef de la justice militaire de Versailles, M. le colonel Gaillard, vient d'adresser successivement deux lettres à M. le bâtonnier des avocats.

Il se plaint de ce que ces messieurs refusent d'assister devant les conseils de guerre les accusés et d'être obligés, en face de ce refus, de confier la défense à des sous-officiers dont la science juridique n'est pas en rapport malheureusement avec la bonne volonté. Or, nous tenons de source certaine qu'un certain nombre d'avocats se sont fait inscrire. Qu'est donc devenue la liste ?

C'est une simple question que nous adressons au colonel Gaillard et à M^{re} Rousse, au nom d'avocats qui ne peuvent laisser suspecter plus longtemps leur bonne volonté.

LE FUTUR JOURNAL OFFICIEL

Les journaux commencent à s'occuper de la question du *Journal officiel*, et de M. Dalloz, avec qui — satisfait rationnellement — le gouvernement a traité de gré à gré.

Nous avons pu, les premiers, résumer le traité intervenu entre M. Dalloz et le gouvernement, traité de vingt années consécutives. Il existe, nous assure-t-on, une annexe à ce traité, véritable traité secret dont nous ne tarderons pas à connaître les conditions.

En attendant, comme si l'affaire était faite et agréée par l'Assemblée nationale, on est en pourparlers avec les commanditaires de M. Wittersheim pour vendre à l'État l'immeuble où s'imprime aujourd'hui le *Journal officiel* : cet immeuble doit être, on le sait, fourni par le gouvernement à M. Dalloz.

En présence de toutes ces menées, et forts de ce double principe qu'on doit respecter les contrats, les droits acquis et que la mise en adjudication de pareils services est un devoir pour l'État, nous exprimons la confiance que la commission de l'Assemblée saura faire son devoir, en dehors de toutes les influences mises en jeu pour lui forcer la main.

LES TRANSPORTS

Nous recevons la lettre suivante :
Paris, 6 janvier 1872.
A Monsieur le directeur du journal la LIBERTÉ.

Lecteurs assidus de votre journal, nous avons remarqué que vous blâmez beaucoup les compagnies de chemins de fer de leur négligence dans le service des transports. Vous pourriez ajouter, si vous le jugez convenable, les abus de toute sorte, dont elles se rendent coupables. En voici un entre autres dont nous sommes victimes.

Le 4 décembre dernier, nous expédiâmes à Besançon pour 15,000 francs de marchandises contre remboursement. En raison des encombrements, la livraison ne put être effectuée que le 16. Le 22, n'ayant pas reçu nos fonds, nous écrivîmes au chef de gare de cette ville, en y joignant un timbre, pour savoir s'il avait le retour de ces fonds. Sur son silence, nous le confirmâmes le 25, elle eut le sort de la première. Enfin, de guerre lasse, nous télégraphiâmes le 28 avec réponse payée. Enfin, le lendemain, il répondit que les 15,000 francs étaient régulièrement versés et renvoyés.

Depuis ce jour, malgré toutes nos démarches, nous ne pouvons obtenir que la fatale réponse : nous nous en occupons.

Nous soumettons cette négligence à l'appréciation du commerce, pour le tenir en garde contre l'espoir qu'il pourrait avoir en comptant sur des fonds à recevoir, en temps convenable, des compagnies de chemins de fer.

Veuillez agréer, etc.,
Schwob frères,
18, rue de Cléry.

Emprunt de 4,000,000 de dollars

DE LA
VILLE DE WASHINGTON
CAPITALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DU DISTRICT DE COLUMBIE

Autorisé par acte du Congrès des États-Unis du 21 février 1871, et confirmé par vote du peuple du 24 novembre 1871.

Intérêts à 6 0/0 payables en or
Sans déduction d'impôt des États-Unis
Le 1^{er} JANVIER ET LE 1^{er} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE

L'amortissement de l'emprunt se fera au moyen de rachats à effectuer par une commission nommée par le gouvernement.

Les obligations qui resteront en circulation après vingt années, seront remboursées au pair en monnaie légale des États-Unis.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Elles sont émises à 101 0/0, à raison de 5 francs le dollar, payables le 11 janvier.

Les souscripteurs pourront dépendant ne payer que 20 0/0 lors de la souscription, et le restant le 15 mars au plus tard, mais en bonifiant les intérêts à 6 0/0.

LES INTÉRÊTS SONT PAYABLES EN OR, ET LE DOLLAR VALANT ACTUELLEMENT 5 FRANCS 25 CENTIMES, LES OBLIGATIONS RAPPORTEMENT DONC 6 3/8 0/0 ENVIRON.

La souscription est ouverte les 10 et 11 janvier A PARIS, chez MM. SELIGMAN frères et C^{ie}, 32 bis, boulevard Haussmann ;
A MARSEILLE, chez MM. DROCHE, ROBIN et C^{ie}, et chez MM. E. COUVET et C^{ie} ;
A LYON, au Crédit Lyonnais ;
A BORDEAUX, chez MM. PIGANEAU et FILS ;
A NANTES, au Crédit Nantais ;
A LILLE, à la Société de Crédit Industriel et de Dépôts du Nord ;
ET SUR LES PRINCIPALES PLACES A L'ÉTRANGER.

Dans le cas où le chiffre de la souscription dépasserait le montant de l'emprunt, il serait fait une réduction proportionnelle.

La répartition sera annoncée aussitôt la clôture de la souscription.

Les échanges des titres provisoires contre des titres définitifs sera annoncé ultérieurement dans les journaux.

Vermersch et les Communeux à Londres

(Correspondance particulière de la LIBERTÉ.)

Vermersch n'a pas pardonné à ses anciens amis les communeux de ne l'avoir pas soutenu contre les critiques spirituelles adressées par M. Bradlaugh à son ancien journal le *Qui vive* ! Aussi, non content de se retirer d'une assemblée qu'il a qualifiée d'assemblée de niais et de mendiants, non content de les couvrir de ridicule en les mettant en scène dans des tableaux grotesques, il refait, à sa façon, l'histoire de ce refus qui restera, comme date mémorable, dans l'histoire de la proscription, et continue par le portrait suivant des réfugiés :

« Quand on voit des hommes qui affirment qu'ils ont perdu famille, patrie, amis, position, tout enfin, au service d'une idée, sacrifier pour deux avillies cette idée, pour laquelle ils prétendent avoir tout sacrifié ; quand on les voit pactiser avec leurs ennemis politiques, et, mieux que cela, avec ceux qui les vilipendent et les baffouent, on peut, à juste titre, se demander si on a devant soi ces révolutionnaires farouches qui affectaient le désintéressement d'Aristide et l'indomptable fierté de Caton, ou si l'on n'a pas plutôt affaire à ce ramassis de gens de toutes les nations qu'on voit en temps de paix pendus aux sonnettes de tous les consulats, quand, priant et géignant, Polonais de table d'hôte, Italiens d'atelier, Français de barrière, embusqués derrière les édicules, l'oreille au guet et le surin ouvert, à la saison où les lois sur la mendicité leur interdisent de courir les chemins, la besace au dos et la scie aux dents. »

Le tableau n'était pas flatté, mais il devait paraître exact à tous ceux qui ont vu de près cette commode des grandes cités qui revient à la surface à la suite des grands cataclysmes révolutionnaires ; aussi grande fut l'indignation des réfugiés, dont le comité se réunit immédiatement pour aviser à la conduite à tenir devant l'insolence injurieuse de l'ex-*Père Duchêne*. A l'unanimité on décida d'envoyer une réponse écrite à Vermersch-Journal, qui serait prié et au besoin sommé de l'insérer. Confiée à la rédaction de l'ex-chef de la 20^e légion, un ancien officier de l'armée, le capitaine Matuzewicz, cette note, après avoir réfuté les assertions de Vermersch, se terminait par la conclusion suivante :

« Oui, le public jugera entre une assemblée dont tous les membres ont fait leur devoir (quel devoir !) jusqu'au bout, et un journaliste qui fit au *Figaro* ses premières armes, et dont tous les exploits se bornent à désertir la lutte au moment critique, abandonnant aux femmes et aux enfants le soin de lui donner une leçon de courage, derrière les barricades qu'il sut conseiller, mais qu'il ne sut pas défendre. »

Une commission de trois membres — ceux jugés sans doute les plus sérieux — fut chargée de réclamer l'insertion de cette réponse ; que Vermersch consentit à accepter ; mais dès qu'il en eut pris connaissance, pâle et tremblant de colère, il jeta à ses pieds la communication d'abord mise en pièces et se borna à balbutier ces mots entrecoupés : « Je ne puis insérer de semblables injures. » Au retour de la commission, le comité qui était resté en séance décida l'envoi immédiat du document aux principaux journaux de Londres et aux feuilles socialistes de Genève et Bruxelles ; mais comme il est rare que chez les frères et amis de semblables querelles se dénouent pacifiquement, je ne serais pas étonné de voir le comité des réfugiés se transformer à l'égard de Vermersch en comité de salut public.

ECHOS MILITAIRES

Nous avions annoncé, dans un de nos précédents numéros qu'il était question de modifier l'armement des sergents-majors. Le projet étudié par les généraux et chefs de corps qui ont dû adresser un rapport au ministre de la guerre, a été adopté par le président de la République. Un décret du 28 décembre dernier a décidé que ces sous-officiers comptables porteraient, en remplacement du fusil d'infanterie, un sabre d'adjudant sous-officier modèle 1845, à fourreau en toile d'acier avec un ceinturon en cuir verni et plaqué non doré. Il reste bien entendu, d'ailleurs, que rien ne sera changé aux autres prescriptions de leur tenue, et que notamment ils continueront à porter le sac comme la troupe.

En campagne, ils recevront, ainsi que les adjudants sous-officiers, un pistolet-revolver pour leur défense personnelle.

Ce décret recevra son exécution aussitôt que les ressources en armes de modèles indiqués le permettront ; mais, en attendant, les sergents-majors devront, dès à présent, déposer leur fusil dans les magasins des corps et conserver leur sabre-batonnette avec leur ceinturon provisoire.

Une circulaire confidentielle du ministre de la guerre, adressée aux généraux commandant les corps d'armée et les divisions actives de l'armée de Paris, prescrit d'exercer, dans les régiments, les lieutenants et sous-lieutenants au maniement du chassaport.

Ces exercices de détail, auxquels ne seront astreints vraisemblablement que les jeunes officiers nouvellement promus pendant la guerre et qui ne justifieraient pas d'une connaissance suffisante de l'école du soldat, seront commandés par des capitaines, sous la surveillance spéciale d'un chef de bataillon par régiment.

Les chefs de corps devront prendre les dispositions nécessaires pour que ces exercices aient toujours lieu dans un local réservé, hors de la vue des soldats et du public.

Nous approuvons sans réserve une aussi sage mesure. Beaucoup d'officiers avaient malheureusement atteint le grade de sous-lieutenant sans avoir, par suite des nécessités de guerre, passé successivement par les écoles du soldat, de peloton et de bataillon. Ils étaient donc tout à fait incapables de diriger les exercices préliminaires si importants pour faire de bons soldats. Grâce au stimulant que doit leur donner leur position d'officier, il est probable que quelques mois d'études suivies avec intelligence suffiront pour combler cette lacune majeure dans leur instruction militaire.

Les conseils de guerre, et notamment ceux dont le siège est hors de Versailles, regretteront qu'on en soit presque toujours réduit à confier la défense des accusés à des officiers ou à des sous-officiers.

Tandis que le barreau de Paris se disputait l'honneur de plaider pour les tristes héros de la Commune, les malheureux soldats de l'insurrection, égarés souvent par les promesses et les paroles de tant d'avocats, ne trouvent pas un défenseur. Il en résulte pour le public des audiences un étonnement légitime et cette croyance ridicule, mais naturelle, selon nous, que les commissaires du gouvernement se font la part très belle.

Ce n'est pas que les défenseurs officiels de l'armée manquent de bonne volonté, de générosité et souvent de talent ; au contraire, et nous ajouterons même, pour l'avoir vu, que les conseils sont, dans bien des cas, plus disposés à la clémence en faveur des clients de leurs avocats militaires. Presque toujours ceux-ci se contentent de faire vibrer chez les juges les cordes du sentiment, tandis que pour souvent tels ou tels avocats dont nous pourrions citer les noms cherchent à transformer le prétoire des conseils de guerre en tribune politique.

Il serait, à notre avis, d'un bon et salutaire exemple que les jeunes membres du barreau vinssent se dévouer et mettre à la disposition d'accusés dont, comme nous, ils réprovent les actes, leur talent et leur bonne volonté. On pourrait facilement constater que ceux qui, par l'élevation de leurs sentiments, honorent leur profession, sont presque toujours les plus habiles.

Nous ne pouvons faire mieux que de renvoyer, pour plus de développements, à l'admirable discours prononcé par M^{re} Rousse, bâtonnier de l'ordre, lors de son installation.

LES TRIBUNAUX

MASSACRE DES OTAGES

Nous avons annoncé que, devant le 6^e conseil de guerre, devaient commencer aujourd'hui lundi les débats relatifs au massacre des otages, commis le 24 mai dans la prison de la Roquette.

Voici le nom des vingt-trois accusés et de leurs défenseurs :

Jean-Baptiste-Isidore François, emballeur, 42 ans. — Défenseur, M^{re} Bocquet.
Antoine Romain, gardien à la Roquette. — M^{re} Charbonnel.
Jean Pizon, gardien à la Roquette. — M^{re} Demour.
Jean-Baptiste Langlois, gardien à la Roquette. — M^{re} Weber.
Gustave Genton, sculpteur sur bois, 36 ans. — M^{re} Constant.
Auguste-Prospère Girardot, fondeur en cuivre, 28 ans. — M^{re} Richer.
Jacques Graugnard, tailleur de pierre. — M^{re} Malapert.
Joseph Latour, palefrenier, 40 ans. — M^{re} Petit.
Georges-Frédéric Levin, serrurier. — M^{re} Constant.
Lucien Girardot, marchand de coutonnes. — M^{re} Fabre.

Fille Zélie Grandel (concubine de François), 25 ans. — M^{re} Duperrier de Lanson.
Basile Hure, employé de commerce, vingt-cinq ans. — M^{re} Gaubert.
Constant-Benoît Poidervin, passeur. — M^{re} Petit.
Emile-Constant Héralot, peintre en volutes. — M^{re} Desfosse.
Jean-Baptiste Larmaron, journalier. — M^{re} Florest.
Jean-Baptiste Lesenechal, peintre en bâtiment, soixante ans. — M^{re} Richer.
Marguerite Guindaire, dite La Chaise, femme Prévoist, cantinière au 66^e bataillon, trente-neuf ans. — M^{re} Laviollette.
Emile-Pierre Justin Fortin, feuillagiste, vingt-trois ans. — M^{re} Laviollette.
Antoine-Eugène Marault, chaudronnier. — M^{re} Fabre.
Jean-Baptiste Denain, menuisier. — M^{re} Pinet.
Siméon-François Pédin, marchand des quatre-saisons. — M^{re} Maysonnade.
Jules-Léon Vattier, plombier. — M^{re} Crochard.
Elie-Jean-Baptiste Pigerre. — M^{re} Maysonnade.

Nous avons dit que l'un des plus compromis était le sieur François, directeur de la prison nommée par la Commune.

Genton accusé d'avoir joué l'un des principaux rôles dans cet horrible drame. On sait que quelques-uns des chefs de l'insurrection, chassés par la troupe régulière, s'étaient réfugiés dans la maison du onzième arrondissement, boulevard Voltaire. Voyant qu'ils étaient perdus, que les gardes nationaux criaient à la trahison, ils s'empressèrent d'assurer le massacre des otages.

Les espérances ainsi calmées les défiances, déjà menaçantes, des fédérés, en même temps qu'ils satisfaisaient leur propre vengeance.

Un simulacre de cour martiale fut institué. Genton, l'homme de confiance de Raviner, en est nommé le président ; à côté de lui viennent en même temps un sergent et un vieux garde national. La condamnation de six des otages est prononcée ; l'exécution doit être immédiate. Aussitôt un peloton formé de gardes du 66^e bataillon se dirige vers la prison où sont enfermés les victimes.

Les prisonniers, livrés par François, auraient été ensuite conduits au lieu du supplice par l'accusé Romain, gardien en chef. Quelques minutes après, des détonations se faisaient entendre, le crime était accompli. Pigerre est accusé d'avoir commandé le feu.

La fille Zélie Grandel était la concubine de ce François. L'accusée Marguerite Guindaire, dite La Chaise, qui a joué un rôle dans ces tristes événements, était cantinière au 66^e.

CONSEILS DE GUERRE

UN FAUX ENVOYÉ DE VERSAILLES

Le 27 mai dernier, des soldats arrêtaient dans les bois de Boulogne un individu, bizarrement vêtu qui se glissait à travers les taillis avec deux autres égarés. Moitié civil, moitié militaire, il portait une longue redingote qui, entrouverte, laissait apercevoir une tunique ornée de galons d'officier et l'extrémité d'un sabre de fusil chassaport, pour coiffure, un chapeau noir à haute forme. Sommé de faire connaître son identité, ce personnage mettait mystérieusement un doigt sur sa bouche et refusait de répondre. On le conduisit au détachement. Conduit à l'un des chefs, il décl

HOMMES ET CHOSES

Dans la fièvre constante qui nous étreint tout tant que nous sommes, l'incident Dupanloup se prolonge un peu trop.

La France a d'autres Prussiens à fouetter, et il y a longtemps qu'on a dit qu'une question ne pouvait pas rester plus de trois jours sur le tapis. En voici plus de quinze que cela dure; c'est beaucoup pour une sottise vaine, quel que respect qu'on lui doive.

Quelques journaux, passionnés sur cette polémique oiseuse et puérile, ont fait remarquer que Mgr d'Orléans, n'avait pas donné sa démission lorsqu'on avait dit Mermée et Sainte-Beuve, deux autres relaps. Ces deux académiciens, et de la meilleure espèce, assurément, car c'est leur gloire littéraire, uniquement, qui les a poussés au fauteuil, étaient épicuriens plutôt qu'athées.

Ils parlaient, avec une certaine désinvolture, des mystères sacrés et ne croyaient nullement se charger la conscience en mangeant un perdreau truffé le vendredi saint; mais là se bornaient leurs manifestations, et c'était pour cela que Mgr Dupanloup ne les redoutait pas. Il faisait même assez bon ménage avec eux, sachant que les paroles s'envolent et que les perdreaux se digèrent.

M. Litré, c'est bien plus grave: il fait gémir la presse; et quand la presse gémit, il en résulte des traces indélébiles. Il n'y a pas de Commune au monde, pas de foudres de pétroncles assez capables pour détruire les *Provinciales* de Pascal, le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, et la *Revue matérialiste* de M. Litré.

Faire des livres, c'est le crime. Mgr Dupanloup redoutait la collaboration de M. Litré pour le *Dictionnaire* de l'Académie, depuis si longtemps, sur le chantier. Mais ce malheureux dictionnaire, il n'en est qu'à l'F, dit-on. En trente ans, on a élaboré cinq lettres! Jugez et calculez!

M. Litré a soixante-dix ans ou dans les environs, comme tous les hommes politiques d'aujourd'hui. S'il va jusqu'à l'H, ce sera tout le bout du monde.

Or, Mgr Dupanloup tremble à la pensée que M. Litré soit appelé à donner sa formule sur les mots *Ame, Dieu, Liberté, Pensée*. Ame et Dieu sont dépassés; il n'atteindra jamais les deux autres.

Et, pourtant, il faut être de bonne foi. Je l'ai ouvert ce gros livre qu'on appelle son dictionnaire, et dans lequel le nouvel académicien avait certainement toutes ses couleuvres cachées. J'ai copié ses définitions des quatre mois fatidiques, imprimées en caractères italiques dans la fameuse lettre du prélat, et j'ai vu, la main sur la conscience, moi catholique, moi pas révolutionnaire, moi pas communiste, j'ai vu, les les trouvées, ces définitions, aussi sommaires, aussi innocentes que si elles étaient extraites de M. de Vauilly ou de Napoléon Landais, qui, eux aussi, ont perpétré de gros livres de même espèce.

Beaucoup de bruit pour rien, au fond, comme toujours. On aime cela en France, trop! trop!

Je ne crois pas qu'il y ait un plus beau rôle à jouer, pour un journaliste, que celui d'avouer ses torts, ou du moins celui de revenir sur une opinion erronée. Si tout le monde avait ce courage, qui fait vraiment partie de ce que l'on est convenu d'appeler le courage civil, la presse gagnerait certainement en crédit auprès du bourgeois, qui n'a véritablement aucune idée de ce que sont la presse et les journalistes.

Le lecteur se rappellera peut-être que j'avais assigné, sur la foi des reporters hilares, un motif fort vilain aux angoisses d'une par-

tie du peuple anglais, à l'occasion de la maladie du prince de Galles. Je disais qu'on avait ouvert des paris sur les chances, plus ou moins possibles, de la guérison ou de la mort de l'héritier de la couronne.

Une protestation énergique m'arrive d'un noble fils d'Albion.

Malgré les communiards réfugiés à Londres, malgré les *Odgers* et *tutti quanti*, dignes de peine de développer leur système social aux pensionnaires de Bedlam — notre Charenton — il y a encore en Angleterre, s'enrichit mon correspondant, un grand respect pour deux principes: celui de la royauté constitutionnelle et celui de la famille!

En effet, constatons-le, le respect religieux de ces deux principes a fait la grandeur de l'Angleterre; et, constatons-le en nous frappant la poitrine, son oubli et ses mépris ont fait la perte de notre pauvre France, naguère si belle et encore si vivace.

Heureux les Anglais de croire encore à quelque chose et surtout à des principes! S'ils s'étaient trouvés exposés aux épouvantables catastrophes dont nous sortons à peine, ils auraient travaillé, dès le lendemain, à l'œuvre de la revanche; ils n'auraient pas gaspillé leur temps, leur génie, leur argent à de vaines démonstrations politiques.

Plutôt que de se passionner pour savoir si le communard Hugo sera l'élu de Paris décapité, ils se seraient inquiétés de l'instruction du soldat, et de l'enfant qui doit le devenir.

Où, je le crois, sur la parole de mon honorable correspondant, il n'y a qu'une infime portion de ce peuple qui ait pu se laisser porter dans la fange des spéculations honteuses.

Ceux qui ont engagé de sinistres paris sont ceux-là qui préparent les révolutions et expliquent les cataclysmes; qui ne demandent pas à un homme: «Que va-tu?» mais: «Combien as-tu?» et ne guilloient celui qui vaut que pour piller ensuite celui qui a.

Il y a bien longtemps, il me semble, que le nom ineffable et radieux de M. Jules Simon ne s'est présenté sous le bec de ma plume, bec assez tolérant et que la politesse émueuse si souvent. Ce n'était pas l'occasion qui manquait, très certainement; mais il devait y avoir de la lassitude.

C'est, du reste, sur cela que compte le ministre chronique dont nous sommes attentifs pour conserver son portefeuille. Cette fois, il n'y a pas moyen de s'abstenir, il faut oser.

La *Liberté* du 6 a raconté aux lecteurs la situation d'un communard de fort calibre qui, pendant qu'il était sous les verroux, attendant son jugement, reçut sa nomination aux fonctions d'instituteur à Paris. M. Jules Simon, très tendre à tout ce qui touche à la démagogie pure et à l'Internationale, savait que le communard, nommé Courtin, partageait les idées du citoyen Mottu sur cet instrument de superstition qui a nom le crucifix. M. Jules Simon, ami des citoyens Michel, Minke et Leo, avait très probablement répondu des principes de cet homme intelligent; si bien que, sans s'en informer davantage, on le lui avait fabriqué à petite cadence.

Horresco! Cet instituteur est en prison, on va le juger comme communard et voleur... et le ministre — par ordre du ministre évidemment, car on ne se compromet pas ainsi sans instruction — de répliquer à l'autorité militaire: «J'en suis bien fâché, mais je tiens à ce Courtin; il est intelligent et dévoué et vous devriez me le rendre».

Intelligent, c'est entendu, quand on décroche le foule aux pieds le signe vénéré de la Rédemption, on est toujours intelligent; mais dévoué, je serais curieux de savoir à

qui, par exemple? A saint Pétrole, à sainte Goupette, à saint Débonnaire, à saint Mastrotout!

Condamné à six mois de prison, Courtin a toujours sa nomination en poche; il fera valoir ses droits, une fois relâché; et, qui sait, on lui paiera peut-être ses appointements pendant ces mois de congé.

Ah! il doit y avoir un joli gâchis dans ce ministère, et le portefeuille de M. Jules Simon me paraît avoir de grands rapports avec celui de Robert Houdin, qui contenait des fleurs, des pigeons, des polichinelles à volonté, à la grande joie des enfants.

Mon Dieu, les enfants, ils ne demandent qu'à s'amuser. Avec le citoyen Courtin pour instituteur, il y aura encore de beaux jours pour la gaieté française. On leur apprendra les hymnes de la Commune et le fameux refrain de Robert Macaire.

Tuer les bourgeois et les gendarmes, Ça n'empêche pas les sentiments! CHRYSALE.

ÉCHOS DE PARTOUT

Le premier de l'an et le jour des Rois ont été l'occasion de plusieurs réunions intimes dans Paris et quelques salons du grand monde ont ainsi ouvert leurs portes. On a vu la fête chez M. et Mme Ferdinand de Lesseps, en l'honneur du nouveau né, à qui on a donné le nom du khédive d'Égypte Ismaïl, nom du plus heureux augure, en vérité.

Les invités de la charmante Mme de Lesseps avaient «sauté» le 1^{er} janvier et applaudi Vivier, l'illustre corniste, lequel — ayant, par malheur, oublié son instrument — avait captivé son auditoire, et raconté, tout en chantant, ses plaisanteries les plus réussies.

Samedi dernier, jour des Rois, la musique sérieuse et le chant avaient remplacé la danse et... Vivier.

Nous avons eu la chance d'entendre, chez M. et Mme Ferdinand de Lesseps, les œuvres d'un jeune compositeur déjà connu d'un grand nombre de dilettanti et de gens de goût: M. Benjamin Godart. Cet artiste chante et accompagne lui-même ses ouvrages. Il a rendu avec style plusieurs de ses œuvres, entre autres: *La Sérénade de Lomone*, *les Rayons* et *les Ombres* et le *Sentier*. Cette dernière est une composition magistrale, qui place celui qui l'a écrite au nombre des compositeurs hors ligne. La femme d'un de nos confrères, M. R..., a interprété d'une voix très sympathique la *Chanson de Florian* et la *Berceuse*, de M. Godart, au grand plaisir de l'auditoire charmé.

Un violoniste de grand talent, M. Hammer, dont le jeu égale celui des virtuoses du même genre les plus célèbres, s'est fait deux fois entendre ce même soir chez M. de Lesseps. Très lié avec M. Godart, il a joué deux morceaux de choix du jeune artiste, qui l'accompagnait au piano.

Ah! si Paris se réveillait et que les salons se rouvrirent, comme on se disputerait les artistes que je viens de nommer.

L'empereur du Brésil a dîné hier chez le président de la République, ainsi que nous l'avons annoncé.

Il est parti de Paris par le train de 10 heures 30 minutes, gare Saint-Lazare, accompagné de l'impératrice et de quelques personnes de sa suite.

M. Thiers était à la gare. Leurs Majestés se sont immédiatement rendues à l'hôtel de la présidence, où les attendaient un grand nombre d'invités, parmi lesquels figuraient tous les ministres et beaucoup de députés.

LA SOCIÉTÉ DU COMPTOIR DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS. Travaux — Industrie — Finances. 28, rue Grange-Batelière, 28. Exécute tous travaux, offre son concours à l'industrie.

RECEVOIR EN DÉPÔT les comptes-courants et ouvrir des comptes de chèques.

OTTOMANS. — LONBARDS. RENTE AUTRIENNE. — RENTE ESPAGNOLE. Valeurs étrangères. Paiement immédiat et acceptation des coupons à l'échéance de janvier 1872. Office de l'Union, 1, rue Saint-Georges.

CHEMIN DE FER DES CHARENTES. E. LION, chef, 60, Lafayette, Paris, paies à des sentes coupures d'actions, échéance 1^{er} février 1872.

LIBRAIRIE papeterie, fabrique d'Encre, à céder, au centre de Paris, très commerçant. Loyer rare, 1,200 fr. Long bail. Prix: 5,000 fr. Occasion. M. Bernier, rue Turbigo, 4.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE.

LIBRAIRIE papeterie, fabrique d'Encre, à céder, au centre de Paris, très commerçant. Loyer rare, 1,200 fr. Long bail. Prix: 5,000 fr. Occasion. M. Bernier, rue Turbigo, 4.

putés, entre autres M. le prince de Joinville, MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Batbie, etc. L'empereur était de retour au Grand-Hôtel à dix heures et demie du soir.

La conversation a presque entièrement roulé sur les élections pendant le dîner.

C'est au moment du café que le président de la République a appris par dépêche que l'élection de M. Vaulrain était à peu près certaine.

Cette nouvelle a semblé lui causer le plus grand plaisir.

C'est probablement jeudi que l'empereur du Brésil rendra au président de la République le dîner d'hier soir, mais rien n'est encore définitivement fixé à cet égard.

On annonce le mariage du riche haron Sina, fils du banquier autrichien de ce nom, avec M^{lle} Marie de Sauvais, fille du comte de Sauvais, ancien colonel de l'armée française.

Le ministre de l'intérieur recevra les lundis et jeudis soir, 11, rue des Réservoirs.

Savez-vous quel est, à l'heure qu'il est, le prix moyen d'un fauteuil d'orchestre ou de balcon pour la première représentation du *Roi Carotte*?

O mon Dieu, presque rien... cent vingt francs.

— Le pain d'une famille! dirait M. Prudhomme.

Les collègues de M. de X..., député à l'Assemblée nationale, s'accrochent à trouver que l'odor de la femina attire trop celui-ci.

Il est rare, en effet, qu'il reste à son banc pendant les séances; presque toujours, il émigre du côté de la tribune des dames, et ne prend plus aucune espèce de part aux discussions.

On trouve avec raison que, dans ce mélange de politique et de galanterie, il n'y a plus assez de politique, tandis qu'il y a trop de galanterie.

Souvenir de l'insurrection: Au moment où les troupes attaquaient les buttes Montmartre, un officier du génie fédéral proposa à son commandant d'établir une demi-lune.

— Une demi-lune! s'écria avec indignation le commandant, c'est bon pour les réactionnaires de prendre des demi-mesures! Faites établir à l'instant une demi-lune tout entière!

DON SPAVENTO.

La commission centrale de la Société de géographie, dans sa séance du 5 janvier, a renouvelé son bureau, qui se trouve ainsi composé pour 1872:

Président: M. d'Avezac, de l'Institut; Vice-président: M. de Quatrefages, de l'Institut; Secrétaire général: M. Charles Mammoré; Secrétaire adjoint: M. Richard Cortambert et Casimir Delamarre.

Le 17 janvier aura lieu la réouverture de l'école de Dessin et de Peinture, créée pour dames en 1869.

Professeurs: MM. Gérôme, membre de l'Institut; Bonnat; Jules Lefebvre; etc.

LES THÉÂTRES

L'affiche de l'Opéra-Comique annonce *Fantasio*, d'Offenbach, pour samedi prochain.

L'infatigable compositeur lit aujourd'hui, aux Variétés, le *Corsaire noir*, dont il a écrit lui-même les paroles.

Celle de la Gaité promet la première du *Roi Carotte* pour mercredi.

Nous doutons cependant que l'ouvrage de MM. Sardou et Offenbach soit prêt au jour indiqué. Des morceaux de musique appartenant au troisième acte étaient encore chez le copiste samedi dernier.

L'affaire des Italiens est, dit-on, terminée. M. Martinet va se transporter salle Ventadour; il y jouera l'opéra français et l'opéra italien.

Plus d'opéra, n'est-ce pas, M. Martinet? Plus de musique. Souvenez-vous que le Théâtre-Lyrique a été le théâtre de *Fantasio*, de *Roméo*, de *Trois*, d'*Orphée*, d'*Iphigénie en Aulide*, de *Trois*, etc., etc. Et puis, pas trop d'étrangers. N'oubliez pas qu'il y a de jeunes compositeurs français qui ont déjà donné des preuves de leur mérite et de leur savoir, dans des œuvres sérieuses, représentées à l'ancien Théâtre Lyrique de la place du Châtelet.

A la suite d'une discussion tout artistique, M. Maion, chef d'orchestre du Théâtre-Lyrique, a donné sa démission au directeur.

M. Constantin revient au théâtre de M. Martinet. Il reprendra ses fonctions à partir du 15 janvier.

Il y a eu hier quatre-vingt-dix ans (le 7 janvier 1792) que l'Académie royale de musique dut faire relâche pour cause d'enrouement général. Tous les chanteurs de l'Opéra se trouvaient enrhumés en même temps. Le théâtre ne put rouvrir ses portes qu'au bout d'une huitaine de jours.

Le théâtre des Menus-Plaisirs commence ce soir la série des relâches nécessaires pour les répétitions générales de la *Reine Carotte*.

La Comédie-Française va reprendre le *Chandellier*, d'Alfred de Musset.

Déjazet est à Toulouse, où elle joue *Monseigneur Garat* avec un grand succès.

Quant à son fils, Eugène Déjazet, c'est par erreur que la *Liberté* a fait figurer son nom dans la liste nécrologique des artistes morts pendant l'année. L'auteur du *Vin à quatre sols* se porte parfaitement bien.

M. Charles Vervoitte, président de la société de musique sacrée de Paris, vient d'être nommé par le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, inspecteur de la musique religieuse et des maîtrises de France.

Une circulaire ministérielle a été adressée à cet effet à tout l'épiscopat français.

L'impresario Scalabrini et l'éditeur Lucca préparent une grande tournée en Italie pour faire jouer *Lohengrin* dans les principales villes de la Péninsule.

Après le succès du chef-d'œuvre de Wagner à Bologne, le syndic de la ville a traité pour le *Tannhäuser*, qui sera donné vers le mois d'octobre.

On remarquait, au dernier bal masqué de Valentino, un «domino» mystérieux qui

semblait suivre avec le plus vif intérêt les ébats chorégraphiques d'Alice, la Provençale.

Un moment, la chaise devint si forte que ce personnage énigmatique souleva légèrement son loup, mais pas assez rapidement pour qu'un journaliste, qui se trouvait près de lui, n'ait reconnu M. Halanzier.

Que venait faire à Valentino le directeur de l'Opéra?

Nous avons la clef de ce mystère. M. Halanzier, qui songe déjà à l'opéra de *Jeanne d'Arc*, de M. Mermée, est vivement préoccupé de la question du ballet. Le pas de la *Ribauda*, dans le divertissement des *Truands*, au second acte, lui donne surtout de la tablature.

— Quelle sera ma ribauda? se dit-il à tout moment; où est ma ribauda?

On lui a parlé des talents de M^{lle} Alice, et c'est pour en juger que M. Halanzier a passé une partie de la nuit de samedi à dimanche au bal masqué de Valentino.

Jemius.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 8 janvier 1872.

Céréales

Le marché conserve une meilleure tenue. Les prix du blé restent fermes. Les menus grains se tiennent assez bien.

Farines de consommation

Demande plus régulière. La cote est celle de samedi.

Marques hors ligne, 84 à 85. — Choix, 84 à 85. — Marque D, 84 à 85. — Sortes courantes et ordinaires, 77 à 80.

Farines de commerce

Cours maintenus. Peu d'affaires.

Farines huit marques. Disponibles, cour. de mois, 83 50 — Prochain, 84 — 1^{er} premiers, 85 — Mars et avril, 85.

Farines supérieures

Disponibles, cour. de mois, 79 — Prochain, 81 — 1^{er} premiers, 82 — Mars et avril, 82 25.

Huiles

Les prix des huiles de colza sont fermes aujourd'hui.

Disponibles, cour. de mois, 106 25 — Prochain, 106 25 — 1^{er} premiers, 105 50 — 4 d'été, 102 50 — 4 derniers, 100 50.

L'huile de lin est sans variation.

Disponibles, cour. de mois, 95 50 — 3 prochains, 95 75 — 4 d'été, 93.

Trais-ds

Le trois-six reste ferme.

Disponibles, 57 50; courant, 57 50 — Février, 57 50 — Mars et avril, 60 50 — 4 chaudières, 62 75.

Sucres

Calmes.

Le directeur politique général: Léon Dutoy.

Opérations dentaires rendues insensibles par l'oxyde de bismuth, succès consacré par la Faculté de médecine. Plâtres dentaires les seuls ayant obtenu une mention honorable du corps médical. D^r MARCUS HERMAN, rue Meyerbeer, 4.

Conseils aux femmes sur leurs maladies et la stérilité, par le D^r Maheux, 1 vol. avec 84 fig. 3 fr. 50 p. Baillière, éd., 17, rue de l'École-de-Médecine.

LE CRÉDIT LYONNAIS, 6, boulevard des Capucines, bonifie les taux d'intérêt ci-après:

Dépôts à vue, 3 0/0

— de 3 à 5 mois, 4 0/0

— de 6 à 11 mois, 4 1/2 0/0

de 1 an et au-dessus, 5 0/0

Il délivre des chèques sur

LYON — MARSEILLE — LONDRES

Insensibilisateur Duch-sne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

GRAND-HOTEL, 12, boulevard des Capucines, PARIS. 700 CHAMBRES ET SALONS.

MENUISERIE EN FICHES GRANDS COMFORTABLES.

AVIS 5^{te} PAR JOUR.

TABLE D'HÔTE.

Déjeuner à 4 fr., vin compris.

Dîner à 6 fr., vin compris.

Déjeuners et dîners à la carte.

ABONNEMENTS A FAIR FINE.

Comprenant le logement, le chauffage, l'éclairage et le mobilier.

ENTRÉE 20 fr. PAR JOUR.

EXPOSITION UNIVERSELLE 1872.

Exposition du Havre, 1872.

EAU DES FEES.

VENTE PROGRAMME POUR LES CHEVILS ET LA BARRIÈRE à établir dans l'emploi de cette Eau merveilleuse dont Madame SARAH FÉLIX s'est faite la propagatrice.

Entreprise générale, Paris. Dépôt chez les pharmaciens de France et de l'étranger.

43, rue NICHOLAS.

SIROP VEGETAL BALSAMIQUE DE RAINAUD.

Exclusivement composé de végétaux, il produit un effet certain dans la bronchite aiguë, l'asthme, les rhumes, la grippe, la coqueluche, l'enrouement et dans toutes les affections de la gorge et des voies respiratoires. — Il se recommande aux avocats, aux artistes, aux professeurs et aux personnes sujettes, par état, aux irritations du larynx. — Se trouve au Dépôt, chez M. RICQUIER, rue de la Verrière, 38, et dans toutes les pharmacies de France et de l'étranger.

DOULEURS.

Guérit RHUMATISMES, NÉURALGIES, etc. — Léchelle, 35, r. Lamartine, et partout 3 fr.

PARIS.

Imprimerie. Clicherie. Fonderie. SERRIERE et C^{ie}, rue Montmartre, 12.

PLASTONS P. LA POITINE.

SOIE DORIFUGE.

Guérison prompt des RHUMES.

RÉGÈSE HOMÉOPATHIQUE.

de Vidal, à Montpellier. Ph. 11, r. St-Honoré, Paris.

HERNIES. Guér. notice grat. et f. Ec. à M. Mignol-Simon, aux Herbiers (Vendée). Affranchir.

CIGARETTES-ESPIC contre l'ASTHME.

OPPRESSIONS BRONCHITIS. 7. les pharm., 2 fr. la boîte.

LOCATIONS.

A LOUER TOUT DE SUITE.

BEL APPARTEMENT composé de trois chambres à coucher avec cabinets de toilette; deux salons, salle à manger, salle de bains, deux chambres de domestiques (au quatrième au-dessus de l'entresol), et deux caves, rue d'Assolant, 4 bis.

Prix 2,400 francs.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE.

VICES DU SANG. Maladie de la peau, des organes internes, cancers, éruptions, asthmes, etc. les honoraires qu'après guérison ne paie pas son Robbe, médecin homéopathe, r. d'Amsterdam, 42, de 3 à 5 h. (Affranchir).

PROGRAMME DES SPECTACLES.

du 8 JANVIER 1872.

OPÉRA. — 8 h. 3/4.

LE PROPHÈTE.

Op. 3. Sc. 3. Sc. 3. Sc. 3.

Op. 3. Sc. 3.